

Introduction au thème

La rue : le décor et l'envers

KINSHASA, l'arrivée à l'aéroport, l'accueil par un Européen résident, la voiture dans laquelle on s'engouffre et les conseils de ne pas ouvrir les vitres, de vérifier les taquets de fermeture des portes, au risque de se faire agresser au premier feu de circulation : *la rue* qui défile à toute allure, entraperçue à l'abri d'une carrosserie, en climatisé, comme un autre monde marqué du sceau du danger.

Niamey, fin de saison sèche, balade à pied dans le centre, les odeurs fortes du poisson du petit marché, l'ambiance des restaurants de trottoir, les bruits et les rires, en entraînant derrière soi quelques mendiants plus insistants que les autres : *la rue* conviviale malgré le contexte de difficulté dans la pauvreté.

Bangui, la population des quartiers du km 5 descendue en ville, au pied des arcs de triomphe à la gloire de Bokassa, expression d'une protestation organisée pour les uns, occasion de violence et de casse providentielle pour les autres : *la rue*, espace d'opposition politique bientôt suivie de répression.

La rue ? Dans un premier temps la responsabilité du titre pourrait donner une âme de précurseur puisque *Politique africaine*, dont une des logiques de fondation était l'analyse par le bas, n'en avait jamais fait le thème d'un numéro. Par la suite, l'enthousiasme se teinte rapidement d'interrogations multiples, correspondant à autant de pistes de recherches, pour déboucher d'une part sur le constat qu'il faudra faire un choix pour privilégier tel ou tel aspect de la question qu'on ne pourra aborder dans son intégralité, et d'autre part sur l'espoir que ce galop d'essai suscitera des propositions de publications complémentaires ultérieures très ciblées (1).

La terre ne comptait que 10 % de citadins au début du XX^e siècle. « A l'orée du troisième millénaire, la moitié de la population mondiale vivra et travaillera en ville, alors que l'autre moitié lui

devra sa survie économique... au fur et à mesure que le monde s'urbanise, la pauvreté s'urbanise aussi (2). Avec des taux de croissance annuelle allant de 5 à 10 %, c'est dans l'ensemble des pays d'Afrique au sud du Sahara que le phénomène est à la fois le plus récent et le plus marqué. Gonflée par un taux de natalité toujours élevé et par un exode rural inachevé, la ville a fait irruption dans la société africaine (3). Les métropoles, surtout, concentrent des records en tous genres (4) et les rues se multiplient très vite.

En 1996, l'Organisation des Nations unies a décidé une année internationale de la pauvreté dans le monde, dans la suite logique de la conférence mondiale pour l'éducation pour tous (Jomtien, Thaïlande, 1990), du sommet mondial pour le développement social (Copenhague, Danemark, mars 1995), et de la conférence mondiale des femmes (Beijing, Chine, septembre 1995). Des financements considérables ont été débloqués pour conduire des études de typologie et de nombreux colloques se sont tenus dans les pays concernés où la lutte contre la pauvreté, après la protection de l'environnement, est devenue le nouveau leitmotiv des discours officiels. La conférence Habitat II, tenue à Istanbul au mois de juin dernier, s'inscrivait dans la même logique d'identification de la pauvreté urbaine. Il ressort de la mise en commun de tous les bilans présentés que la rue tient un rôle central dans le débat.

Les articles qui composent ce numéro donnent un témoignage par le bas. Les auteurs ont tous une longue expérience du terrain, ce qui laisse parfois place à des descriptions très minutieuses de situations que nous n'avons pas voulu censurer, car elles sont révélatrices du temps passé au cœur du problème par chacun d'entre eux. La mise en scène renvoie en permanence à des dualités : axe de circulation des nantis pressés, certains de leur avenir, domicile fixe des pauvres pour qui le temps ne compte pas, *l'espace d'activité ouvert* à tous peut devenir le *territoire interdit* d'une minorité ; en un même lieu la *parole d'opposition* politique peut s'exprimer et engendrer en retour la *répression par le pouvoir* en place contesté ; ceux qui l'utilisent comme théâtre d'activité ou d'expression sont *dans la rue*, avant de rejoindre un domicile pour la nuit :

(1) L'ORSTOM prévoit un numéro des *Cahiers des sciences humaines* sur les arts de la rue pour janvier 1997, sous la direction d'Alain Ricard et Michel Agier.

(2) Claire Brisset, *Les enfants du monde*, revue du comité français pour l'UNICEF, n° 128, 1996.

(3) L'expression est de Jean-Luc Piermay, dans *Actes du colloque Jeunes, ville, emploi : quel avenir pour la jeunesse africaine ?*, octobre 1992, Focal Coop, Ministère de la Coopération et du Développement, Paris, 350 p.

(4) Parmi les innombrables références sur

ce thème, citons les très riches « Dossiers » dans *Le Courrier ACP* sur « La crise urbaine », n° 131, janvier-février 1992, pp. 49-77, « Lutter contre la pauvreté », n° 143, janvier-février 1994, pp. 40-79 et « Développement urbain », n° 149, janvier-février 1995, pp. 49-91. Voir aussi *Conséquences de la croissance démographique rapide dans les pays en développement*, INED, 1991, 167 p. et Jacques Chonchol, « L'urbanisation explosive, défi au développement du Tiers monde », *Études*, vol. 373, n° 3, 1990, pp. 159-167.

c'est la partie visible de la scène, la plus facile à étudier ; mais seuls quelques-uns sont *de la rue*, résidant à l'envers du décor, dans ses replis cachés, quand tout contact avec la famille a été rompu : le décryptage de situation est alors plus délicat. Localisation de domicile, lien social et types d'activités servent alors de fils conducteurs à l'analyse.

Rue des images

C'est le point de départ de l'article de Marc Spindler, la rue telle qu'on la voit ; la typologie des quartiers des villes africaines brossée par Jérôme Lafargue va dans le même sens. Et c'est vrai que le paysage de la rue à lui seul peut être un bon indicateur de l'état de santé économique d'un pays. Du centre-ville vers la périphérie, la part de bitume diminue, cédant la place à la piste. L'éclairage se fait plus indigent, les trottoirs disparaissent, le revêtement est entretenu ou non, les ordures ramassées ou à l'abandon. Ainsi, il y a quelques années encore, en comparaison avec Bamako et Ouagadougou, Niamey était à son avantage pour son organisation urbaine, la propreté et l'entretien de ses rues. C'était l'époque de l'argent facile de l'uranium et des investissements publics en continu. Les difficultés économiques contemporaines du Niger ont plutôt inversé la tendance en faveur du centre restauré de la capitale du Burkina Faso. D'ailleurs, une des premières mesures prises par le général Baré après le coup d'État du début de l'année ne fut-elle pas de remettre en bonne marche les feux tricolores, de boucher les ornières dans le bitume et de replanter les espaces verts à l'abandon, comme si l'image d'entretien de la rue pouvait être rapportée à l'idée de restauration de l'ordre et à sa capacité supposée de gestion de l'ensemble du pays ? Dans le même ordre d'idée et d'indication de pauvreté se situe l'appropriation des lampadaires des grandes artères de Bangui, toute l'année, par les élèves des quartiers non électrifiés, et à la saison des pluies pour la chasse aux criquets attirés par la lumière.

L'image de la rue se rapporte aussi à l'histoire de la ville. Les alignements de manguiers à Bangui ou les jacarandas d'Antananarivo témoignent des sites de l'époque coloniale, alors que, dans les espaces urbanisés plus récemment, en situation périphérique, les réseaux sont dépourvus d'arbres. Les plans aux dispositions régulières, se coupant à la perpendiculaire, renvoient aux opérations de colonisation systématique et de lotissement. Les dédales tortueux marquent l'emplacement des villages antérieurs phagocytés par la croissance urbaine. De même, les boisements sont révélateurs de la composition socioprofessionnelle du quartier, la part de la végétation augmentant avec la superficie des concessions et la richesse

relative de leurs occupants. On peut également être sensible aux bruits et aux rythmes, en particulier pour ce qui concerne le passage du jour à la nuit, de la foire à un enterrement, ou encore de la rue accessible à la zone interdite pour les villes où l'insécurité est la plus développée. A ce niveau apparaissent déjà d'autres thèmes : la rue s'anime et s'active.

Rue de la débrouille

C'est l'économie des trottoirs, espace ressource de toutes les corporations : mécaniciens, dentistes, coiffeurs, restaurateurs, etc. S'il est un thème qui a beaucoup été étudié ces dernières années, c'est bien celui du secteur informel. Économistes, géographes, sociologues se sont penchés sur ces activités parallèles toujours traitées en termes d'illégalité, montrées du doigt pour les sommes de plus en plus considérables ainsi soustraites aux revenus de l'État. Destination finale des populations rurales attirées par les vitrines urbaines, au bout de la course l'enrichissement attendu reste toujours un mirage, mais bien des migrants ont trouvé dans la rue les moyens d'améliorer leur sort. « *Loqueurs, porteurs, chargeurs* » (5), les activités du secteur informel, malgré leur précarité et leur incertitude, restent un refuge que l'on atteint à force de courage, de ténacité, d'inventivité pour se débrouiller afin d'échapper à la pauvreté, sinon survivre. Combattues par les autorités à la recherche de recettes fiscales, toutes les tentatives d'enfermement dans la légalité ont échoué et la tête de l'hydre repousse toujours un peu plus loin à la marge.

Si l'impasse a été faite sur la dimension économique, largement traitée par ailleurs, on a pu cependant envisager le sujet sous d'autres angles d'analyse. N'y a-t-il pas, par exemple, une relation étroite entre l'*envahissement des trottoirs* de la rue par les petits commerces en tous genres et l'*affaiblissement de l'État* ? On l'a bien vu dans les phases de démocratisation lorsque ce nouveau concept mal assimilé était devenu synonyme de totale liberté individuelle, de droit sans devoir vis-à-vis de l'État, quand l'ordre, complice des régimes d'exception, était battu en brèche. La période qui suivit la Conférence nationale au Niger fut ce moment de déréglementation qui vit se développer le commerce de rue, jusqu'à la vente à la sauvette du carburant importé en fraude du Nigeria.

(5) Le *loqueur* utilise une loque et de l'eau pour laver la voiture que le client lui a demandé de surveiller, le *porteur* accompagne les femmes avec leurs paquets entre le marché et l'arrêt de bus, le *chargeur* est disponible pour charger et décharger tout

camion de marchandises autour des entrepôts. Termes cités par le père Franck Roelants dans *Un lieu d'espérance, le récit d'une expérience avec les enfants de la rue de Kinshasa au Zaïre*, imprimerie Saint-Paul, Kinshasa Limete, CEEBA, série II 119, 1995, 64 p.

L'anarchie et l'expansion des installations ne connurent un sévère coup d'arrêt qu'à l'issue du coup d'État et du retour au pouvoir des militaires, induisant par là même une très grande ambiguïté de situation : les pouvoirs publics, incapables de payer les fonctionnaires et d'impulser le développement, se lançaient dans la remise en ordre de la rue, par la répression d'une activité qui, pour la majorité, était le ballon d'oxygène indispensable.

La rue propose ainsi *un autre modèle économique*, une autre forme d'organisation et sans doute d'opposition au pouvoir en place, prouvant que le système de l'économie de marché n'est pas duplicable partout et qu'il s'agit de trouver pour elle d'autres mesures de comptabilité que les normes internationales. Là se situe une perspective d'analyse plus optimiste, qui renvoie à l'idée de solution, à la capacité interne instantanée d'adaptation, d'innovation, à la définition de la rue comme un lieu de *dynamisme* et de *créativité*. Les « bungalowiers » n'ont-ils pas désormais pignon sur rue comme le montre Camille Kuyu Mwissa ? Là où survivre impose la démultiplication des tâches, des travaux, des fonctions et des intermédiaires, se trouve la chance possible pour les plus entreprenants : mendier, voler, se prostituer certes, mais aussi monter un restaurant, un atelier de réparation de vélos. Cette approche ne peut évidemment pas faire l'impasse sur la typologie des gens de la rue, à laquelle elle est associée.

Rue de la recomposition sociale

La rue, *espace d'anonymat et de recomposition sociale* possible ? Au village ou dans le quartier constitué à base de regroupement ethnique, tout est figé par les codifications et les hiérarchies sociales, le poids du regard des autres. La rue est au contraire un ailleurs où se tissent des *solidarités nouvelles*, où le dynamisme le dispute aussi à la *permissivité*. La question se pose alors de savoir si l'on est toujours en difficulté quand on est dans (de) la rue, à l'exemple des modèles d'analyse de nos villes occidentales (6) ?

Les raisons pour lesquelles la rue accueille de plus en plus de monde touchent à un certain paradoxe socioculturel. En effet, à l'origine, le concept de solidarité est bien le facteur d'encouragement principal de l'exode rural, car les résidents urbains acceptaient toujours d'héberger, dans un premier temps, le migrant, même si les conditions économiques étaient difficiles. C'est plus tard que sont intervenus, en milieu urbain, les facteurs secondaires d'éclatement de la cellule familiale, la crise du logement, le chômage, qui

(6) Sur ce sujet, on peut d'ailleurs s'étonner du fait que le concept de « sans domicile fixe » (SDF) n'apparaisse pratiquement

dans aucune littérature bien que ce soit la norme d'une partie de la population urbaine du Tiers monde.

vont inscrire dans un processus de marginalisation politique, sociale et spatiale les segments les plus faibles de la société, et mettre en place des normes de relations nouvelles et des rapports plus tendus entre les hommes : la rue, lieu de l'appauvrissement et du changement social, de la liberté et du métissage culturel, lieu de diversité alors que les quartiers s'individualisent de plus en plus dans un cloisonnement induit par le niveau des revenus. L'exclusion est au cœur des sociétés africaines quand elles s'inspirent du modèle urbain des pays développés, et la rue est bien alors le dernier endroit où les inégalités se côtoient.

La rue est le lieu privilégié de la mendicité urbaine, et son développement semble accompagner le processus d'appauvrissement. Elle n'est que l'expression d'une nouvelle logique économique, dont la typologie reste d'ailleurs à déterminer : malédiction pour celui qui a voulu sceller son destin individuellement par exclusion du cercle de famille, stratégie permanente de survie face à une situation insoluble de précarité comme ce fut le cas des éleveurs du Sahel dans les pires moments de sécheresse, solution temporaire pour faire face à des difficultés saisonnières comme en ont pris l'habitude les agriculteurs des marges du Sahara, activité complémentaire d'appoint ou véritable profession organisée procurant des revenus réguliers. Ici se pose la question du rythme de l'occupation et des activités de la rue : gens de passage ou deuxième génération fixée en ville ? Venant de la campagne ou nés dans la rue ? Saisonniers ou permanents ? Avec la stabilisation en ville, et dans un processus d'exclusion, se constitue une société de la rue dont les modes de fonctionnement ne sont pas sans rappeler certaines banlieues des métropoles des pays développés. Les affres de la rue (7) émergent alors analysés de l'extérieur.

Rue de la violence

Il ne faudrait pas que la tonalité du numéro retienne uniquement cet aspect inquiétant, et d'ailleurs si Deyssi Rodriguez-Torres nous montre l'organisation du gang Serena à Nairobi (8), Patrick Gilliard et Laurent Pédenon, à travers la territorialisation de la men-

(7) « Jeunes d'une fin de siècle : la hanche de l'emploi, les affres de la rue », *Bulletin d'information sur la population et le développement*, CERPOD, n° 21, décembre 1994, Bamako.

(8) Mme Rodriguez-Torres a participé à des enquêtes très fouillées sur les enfants de la rue, délinquance juvénile et justice populaire au Kenya avec trois études sur la violence urbaine à Nairobi, Nakuru et Kisii.

Elles s'inscrivent dans le cadre d'un programme très vaste sur les jeunes, la culture de la rue et la violence urbaine en Afrique, sous les auspices de la Fondation Ford, de l'IFRA de Nairobi et d'Ibadan. Un ouvrage a déjà été publié : Antoinette Louw & Simon Bekker (eds), *Cities under Siege. Urban Violence in South, Central and West Africa*, Indicator Press, Durban, 1996, 92 p.

dicité à Niamey, sont heureusement là pour rapporter que le partage de l'espace peut aussi se faire en bonne entente. Il n'en reste pas moins vrai qu'avec la taille de la ville se développent l'insécurité, la violence, l'exploitation d'autrui et les abus de toutes sortes. Pour y faire face, de nouvelles formes de vie associative et de solidarité se font jour et l'adoption de la rue comme milieu de travail par un nombre croissant de jeunes constitue l'une des conséquences de la déroute économique et de la déstructuration sociale les plus inquiétantes pour l'avenir.

A ce niveau, le thème des enfants revient très souvent, sans que l'on trouve un autre mot pour ceux qui assument déjà des responsabilités d'adulte à l'âge des jeux. Dans la rue, les frontières de la jeunesse sont floues, et toute une typologie de situations se décline : « enfants abandonnés, pupilles négligés, migrants inadaptés, ruraux fugueurs, citadins désœuvrés, fils de personne » (9). La plupart n'ont pas quitté leur foyer sur un coup de tête, mais n'avaient pas le choix : délaissés par une mère trop jeune, rejetés par des grands-parents incapables d'assumer plus longtemps la charge qu'ils représentaient, chassés par suspicion d'être à l'origine des malheurs de la famille, laissés pour compte d'une succession de mariages ou tout simplement soumis à de mauvais traitements. L'abandon conduit rapidement à une marginalisation que la misère économique seule ne suffit pas à expliquer et dont les conséquences sont redoutables : substitution des familles reconstituées sous forme de gangs, transfert des lieux d'éducation et de socialisation dans la rue, transmission de la culture et des valeurs de la famille à la rue, précarisation des conditions de travail et de vie avec incidences sur la santé physique et mentale, confiscation d'espaces urbains de plus en plus vastes par l'insécurité.

Ainsi, dans l'histoire du gang Serena, l'éloignement de la norme se manifeste à travers la constitution d'une bande structurée autour de leaders et la pratique d'activités de survie que sont le trafic de la drogue, la prostitution, le vol ou la mendicité. Dans une autre dimension du temps limité au territoire de la rue, dans la transgression constante du droit d'autrui, émergent ainsi de nouveaux comportements dominés par l'anxiété, l'agressivité, l'impulsivité et l'incapacité d'élaborer un projet de vie.

La violence, mais aussi sa banalisation comme un mode de vie dont on finit par croire qu'il s'est imposé comme une nouvelle norme. Guy Musy, de retour au Rwanda à Noël 1995 au sein d'un projet qu'il avait créé pour les enfants de la rue de Kigali, la résume bien

(9) Yves Marguerat et Danielle Poitou, *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire, Les enfants du fleuve*, Fayard, Paris, 1994, 628 p. On lira aussi Masiala Ma Solo, *Les enfants de personne*, Éditions Enfance et Paix, Kinshasa, 1990, ou encore Jacqueline

Pirenne, *Mes fils de la rue à Addis Abeba*, Fayard, Paris, 1989.

Une synthèse des références a été établie en 1995 par Joël Mermet : *Bibliography on street children*, Henry Dunant Institute, Genève, 88 p.

ainsi dans une lettre à ses amis : « A voir la joie candide des enfants, garçons et filles, qui chantent et dansent, après avoir bu un verre de fanta, j'ai l'impression de présider à un innocent patronage... et pourtant, jeunes et adolescents rescapés, qui vivent en fratrie, me donnent des nouvelles de celui-ci qui fut tué, de celui-là qui fut tueur et de celui-là encore enrôlé dans l'armée, et enfin de ce dernier dont on ne sait pas ce qu'il est devenu... J'apprends aussi comment, après des jours de terreur, on a recommencé » (10).

Rue de la parole

Elle s'exprime dans la dualité : vitrine permanente pour le pouvoir en place d'une part, expression de la revendication d'opposition politique d'autre part. Si la rue est le lieu du défilé militaire en bon ordre, manifestation du soutien au régime, c'est aussi l'espace où se localisent les manifestations ostentatoires du pouvoir, les statues des leaders, les arcs de triomphe, les affiches. Faucilles et marteaux, slogans éloquents empruntés à une autre culture s'étaient ainsi dans l'Addis Abeba de Mengistu Haïlé Mariam ou dans les rues de Brazzaville de la période pro-chinoise. Les « messages au peuple » s'y multiplient, avec l'idée de conforter l'identité nationale à l'exemple de Niamey : « La paix que nous voulons pour le pays, nous la souhaitons pour le reste du monde », ou bien « Halte à l'affairisme des agents de l'État ! », ou encore « Notre Dieu Allah, notre prophète Mahomet, notre livre le Coran ».

Si la rue témoigne ainsi d'une expression du politique, cristallisant des revendications de pouvoir et de citoyenneté, elle peut aussi devenir territoire éminent de la contestation, espace d'action, de mobilisation syndicale et étudiante. Soldats et fonctionnaires y ont réclamé leur dû, impayés de salaires et amélioration des conditions d'existence, à Conakry en février dernier puis à Bangui du 18 au 21 avril. Ce sont des manifestations de rue qui ont fait tomber Moussa Traoré ou Jean Bedel Bokassa. Marc Spindler revient sur le rôle joué en la matière par les avenues d'Antananarivo. Jérôme Lafargue analyse à travers de nombreux cas de figures tous les types d'actions revendicatives possibles. A l'inverse, il suffit d'une troupe bien organisée pour rétablir l'ordre, et qui tient la rue tient le pays.

Dans un autre registre, dans des États où l'analphabétisme est la règle et l'accès à l'information difficile, les murs de la rue sont devenus des espaces publicitaires très performants pour faire passer les messages du développement. La protection de l'environnement, l'espacement des maternités, les moyens de contraception y sont vul-

(10) Rapporté par Annie Lenoble-Bart, qui développe l'analyse du Bureau social urbain de Kigali comme un bon exemple du

travail des associations en faveur des jeunes de la rue.

garisés à l'aide d'affiches placardées sur des lieux stratégiques de circulation ou de peintures murales sur les enceintes extérieures des écoles par exemple. Camille Kuyu Mwissa, en rapportant que les églises investissent les places et les carrefours importants de Kinshasa pour des campagnes d'évangélisation, que les discussions informelles sur la Bible se développent aux coins des rues, ajoute quant à lui le champ religieux à la dimension de la parole.

Des associations pour la rue

Même si les conférences se multiplient au niveau international, seulement 3 % du budget de l'aide au développement sont consacrés au milieu urbain. Pour les grandes structures de coopération, il est encore difficile de rompre avec l'idée que le salut des pays du Tiers monde se situe dans l'agriculture. Cette attitude dominante explique sans doute que le terrain de la rue ait été abandonné aux associations non gouvernementales.

Que ce soit ENDA Tiers monde, ONG internationale basée à Dakar qui fut une des premières à s'être attaquée à ce problème ainsi qu'au chômage urbain, Aide à l'enfance défavorisée (AED), ou encore l'association contre la Marginalisation des jeunes dans les villes africaines (MARJUVIA), nombreuses sont les organisations non gouvernementales et les associations qui s'intéressent aux enfants de la rue, et il serait vain de vouloir toutes les recenser ici. Des reportages ont pu populariser certaines, comme celle du père Lefort à Nouakchott. Qu'il s'agisse de l'exemple du Bureau social urbain de Kigali, que donne Annie Lenoble-Bart, ou de l'Œuvre de reclassement et de protection des enfants et des jeunes de la rue à Kinshasa (ORPER) (11), toutes les associations ont à peu près les mêmes objectifs : retirer les enfants de la rue. Le programme est parfois à lui seul inscrit dans le nom du centre comme ce foyer Sara mbi gazo, à Bangui, dont le nom peut se traduire par « aide-moi à devenir une personne digne » : soins de santé primaire, scolarisation de rattrapage, activités manuelles, de petit élevage, de jardinage, de menuiserie et d'électricité, il s'agit autant de favoriser la réinsertion des jeunes dans les familles qui n'avaient plus les moyens de les nourrir que de permettre une formation professionnelle pour donner un métier qui permette de s'inscrire dans l'avenir.

Sous la pression de ces associations, les réactions des autorités officielles sur cette question ont commencé à changer. Bien que

(11) Une bonne analyse de l'action d'ORPER peut être consultée dans Blaise Massikila Makela, « Enfants dans la rue,

enfants de la rue », *Contact*, n° 2, revue de l'association Cœur Soleil, Pessac, 1996, 55 p.

celui qui est de la rue reste encore largement frappé de suspicion a priori, la tendance à assimiler les enfants à des délinquants s'estompe en même temps que se développe la prise de conscience d'un problème social (12).

L'étude de la rue conduit à un diagnostic sans complaisance des sociétés urbaines, à une remise en cause de politiques de développement qui n'intègrent que la logique de la reproduction sociale, et portent une vision du monde construite selon des schémas extérieurs. Dans les pays d'Afrique, tout se passe comme si les gens de la rue ne participaient à la vie économique et sociale de leur pays qu'à travers des comportements marginaux et répréhensibles. Ces situations de dysfonctionnement ne sont-elles pas aussi les indicateurs d'une mutation visible à l'œil nu, en réponse à une crise des modèles de référence ? Ne s'agit-il pas alors d'inventer une autre codification des comportements et de donner aux mots un autre sens (13) ? C'est sans doute à ce titre qu'il était légitime d'insister sur les jeunes de la rue, en situation de trébucher avant l'âge adulte.

En référence à la sagesse zarma : « Hay kan djiro kande si kal zankay horo ra », qui signifie que « ce que l'année apporte se trouve dans les jeux des enfants » (14), cette évolution contemporaine rapide ne laisserait pas d'inquiéter pour l'avenir. Gardons-nous cependant de la désespérance qui construirait une image déprimante de la planète citadine de demain. L'avenir du monde se joue dans les villes et celui des villes du Tiers monde dans la rue, lieu de déracinement, de violence certes, mais aussi lieu fluctuant d'identités qui s'entremêlent, laboratoire improvisé de formes de relations sociales et de solidarités nouvelles, carrefour de compétences et d'initiatives, support stimulant pour l'innovation et l'expression de la parole.

Pierre-Marie Decoudras
Université de Bordeaux 3

Annie Lenoble-Bart
IUT Michel de Montaigne
Université de Bordeaux 3

*Le thème de ce numéro est dirigé par
Pierre-Marie Decoudras et Annie Lenoble-Bart.*

(12) L'Institut français en Afrique (IFRA), en collaboration avec la Fondation Ford, lance cette année un programme d'études sur le thème « les enfants de la rue et la justice ».

(13) Voir l'article de D. Rodriguez-Torres désignant le vol comme un « travail ».

(14) Cité par Alimata Sidibé, « La mendicité des jeunes filles dans la communauté urbaine de Niamey », *Actes du colloque Urbanisation et pauvreté*, Université de Niamey, 1996.